

# CONSEIL ECONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL



## CAHIER DES CHARGES SÉCURITÉ

Edition du 27 février 2025

<b>SOMMAIRE</b>	<b>2</b>
<b>1. DESCRIPTION DU SITE</b>	<b>4</b>
<b>1.1 CLASSEMENT, CATÉGORIES ET TYPES D'ÉVÉNEMENTS ACCUEILLIS</b>	<b>4</b>
1.1.1 EXPLOITATION DU SITE, DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1.2 ENTRÉES DU SITE	5
<b>1.2 CATÉGORIES DE SSI</b>	<b>5</b>
1.2.1 SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE (« SSI »)	5
<b>1.3 EFFECTIF AU GLOBAL</b>	<b>5</b>
1.3.1 PUBLIC ADMISSIBLE DANS LE 1 <sup>ER</sup> ÉTAGE	6
<b>2. LES TEXTES RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES</b>	<b>6</b>
<b>2.1 PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES</b>	<b>6</b>
2.1.1 ADAPTATION DES RÈGLES DE SÉCURITÉ (HORS DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES)	6
<b>2.2 TEXTES APPLICABLES À L'ORGANISATEUR</b>	<b>6</b>
<b>3. LES OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR</b>	<b>7</b>
<b>3.1 USAGES POLYVALENTS « TYPE L »</b>	<b>7</b>
3.1.1 OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR	7
3.1.2 CHARGE DE SÉCURITÉ ÉVÉNEMENTIEL	9
3.1.3 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES	9
3.1.4 MOYENS D'EXTINCTION COMPLÉMENTAIRES	11
<b>3.2 MODE OPÉRATOIRE ET CONTRÔLES TECHNIQUES</b>	<b>11</b>
3.2.1 CONTRÔLE DES INSTALLATIONS	11
3.2.2 CATEGORISATION DES ENSEMBLES DÉMONTABLES	11
<b>4. CARACTÉRISTIQUES DES ESPACES</b>	<b>13</b>
<b>4.1 CHARGES ADMISSIBLES</b>	<b>13</b>
4.1.1 CONTRAINTES LIÉES À TOUS TYPES D'ÉVÉNEMENTS — LIMITATION DES SURCHARGES	13
4.1.2 CHARGES PONCTUELLES	13
4.1.3 FIXATIONS DIVERSES SUR STRUCTURES EXISTANTES	13
<b>4.2 UTILISATION DES ESPACES</b>	<b>13</b>
4.2.1 RÈGLES GÉNÉRIQUES D'AMÉNAGEMENT	13
4.2.2 AIRES DE STOCKAGE	14
4.2.3 INTERDICTIONS DANS TOUS LES ESPACES	14
4.2.4 CLASSEMENT AU FEU DES MATÉRIAUX	15
4.2.5 GÉNÉRATEURS DE FUMÉES	15
4.2.6 LASERS	16
<b>5. DESCRIPTION DES MOYENS DE SÉCURITÉ INCENDIE DU SITE</b>	<b>16</b>
<b>5.1 COMPOSITION DU SERVICE DE SÉCURITÉ ET ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ</b>	<b>16</b>
5.1.1 ORGANISATION DE LA SÉCURITÉ	16
<b>5.2 ACCÈS DES SAPEURS-POMPIERS</b>	<b>17</b>
5.2.1 ACCESSIBILITÉ DU SITE	17
<b>ANNEXE 1 : PLAN DE MASSE</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 2 : PLAN DU SITE (DÉGAGEMENTS)</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE 3 : UTILISATION DES ESPACES</b>	<b>20</b>
<b>ANNEXE 4 : DOCUMENTATIONS TECHNIQUES</b>	<b>23</b>

*Le présent cahier des charges de sécurité (le « **Cahier des Charges** ») résulte de l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au site constituant le Conseil Economique Social et Environnemental situé 9 place d'Iéna 75016 PARIS, ci-après dénommé « le **CESE** ».*

*Le Cahier des Charges définit et répartit les obligations et les responsabilités de chacune des parties concourant à l'activité de conventions, conférences, d'assemblée, spectacles et autres opérations à vocation événementielle à caractère temporaire. Ce Cahier des Charges précise les conditions d'utilisation propres à chaque espace.*

*Les obligations et responsabilités du propriétaire et des utilisateurs, telles qu'elles résultent notamment des articles R. 123-3 et R. 123-43 du code de la construction et de l'habitation, sont réparties entre :*

- 1) Le CESE (SIREN 110000031), Administration de l'Etat, autorité constitutionnelle ;*
- 2) L'organisateur d'évènements, d'expositions ou autres manifestations au CESE, ci-après dénommé « **Organisateur** » ;*
- 3) Les concessionnaires et locataires permanents d'espaces au CESE.*

*Le Cahier des Charges est destiné à servir de cadre aux obligations juridiques réciproques en matière de sécurité incendie entre Le CESE et les différents sous-locataires et occupants à quelque titre que ce soit du CESE.*

*Les dispositions du Cahier des Charges peuvent être complétées par le cahier des charges propre à chaque manifestation.*

## 1. DESCRIPTION DU SITE

### 1.1 CLASSEMENT, CATEGORIES ET TYPES D'ÉVÉNEMENTS ACCUEILLIS

#### 1.1.1 EXPLOITATION DU SITE, DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le CESE est implanté à PARIS (adresse principale : 9 place d'Iéna). Il est composé de trois ailes, l'aile Iéna, l'aile Wilson (partagé avec l'ICC) et l'aile Albert-de-Mun. Une rotonde abritant un hémicycle est rattachée à l'aile d'Iéna. Les parkings se situent en sous-sol de l'aile Albert-de-Mun.

Il a pour vocation à accueillir du public au niveau du 1<sup>er</sup> étage, la salle Hypostyle, la salle des pas perdus, la salle Venterol et l'hémicycle et au 4<sup>ème</sup> niveau, la terrasse Albert de Mun. Les espaces « salles de réunions » des 2<sup>èmes</sup> et 3<sup>èmes</sup> étages sont utilisées pour des réunions internes, et ne sont pas censées recevoir du public. Les autres niveaux abritant des bureaux sont non accessibles au public.

Les locaux sont répartis comme suit :

#### L'aile Iéna et la rotonde

*du 3<sup>ème</sup> au 2<sup>ème</sup> étage :*

- des bureaux non accessibles au public ;
- des salles de réunions non accessibles au public ;

*mezzanine du 1<sup>er</sup> étage :*

- des bureaux de la société événementielle « LUDERIC »

*au 1<sup>er</sup> étage :*

- les vestibules ;
- la salle hypostyle, la salle des pas perdus et la salle Ventejol susceptible de recevoir 950 personnes au titre du public ;
- un hémicycle susceptible de recevoir 238 personnes en partie basse et 180 personnes dont 10 PSH, au titre du public ;

*au rez-de-chaussée bas de la rotonde :*

- des bureaux, un kiosque à journaux, une buvette, des locaux techniques dont le TGBT, des locaux archives et des réserves ;
- au sous-sol : les locaux de chaufferie alimentée au gaz, un groupe électrogène.

#### L'aile Albert-de-Mun

Elle est élevée de 3 étages sur rez-de-chaussée à usage de bureaux et de restaurant d'entreprise, une terrasse accessible au public surplombe le 3<sup>ème</sup> étage, 4 niveaux de sous-sols dont 3 à usage de parc de stationnement. Une salle de sports est située au 1<sup>er</sup> sous-sol. L'aile est non accessible au public en dehors de la toiture-terrasse.

## **L'aile Wilson**

Elle est élevée de 3 étages sur rez-de-chaussée. Elle est occupée en majeure partie par l'ICC (chambre de commerce internationale). Seul le rez-de-chaussée est occupé par des bureaux du CESE non accessibles au public.

L'établissement est classé en **2<sup>ème</sup> catégorie**, de **types L, T et W**. Il est susceptible d'accueillir un maximum de 1418 personnes au titre du public. Des activités à caractère exceptionnel peuvent faire l'objet de déclaration auprès de la Préfecture de Paris au cas par cas.

Dans le cadre du Cahier des Charges, les espaces suivants du CESE peuvent accueillir des événements :

- Le 1<sup>er</sup> étage (la salle hypostyle, la salle des pas perdus, la salle Ventejol, l'hémicycle) ;
- La terrasse de l'aile Albert de Mun.

Sont exclues des surfaces pouvant recevoir du public :

- Les zones de dégagement du public, sont réputées non constructibles, les autres zones extérieures sont soumises à accord du CESE ;
- Le Poste de Sécurité (ci-après dénommé le « **PCS** ») au rez-de-chaussée ;
- Les terrasses techniques du niveaux R+3, côté rotonde et de l'aile d'Iéna ;
- La cour située à l'intérieur des bâtiments ;
- Les voies de circulation à destination des sapeurs-pompiers.

### **1.1.2 ENTREES DU SITE**

L'accès au CESE peut se fait par 2 accès principaux et une entrée secondaire non accessible au public :

- Accès RDC bas : 1 avenue d'Iéna ;
- Accès RDC haut : 9 place d'Iéna ;
- Accès au 43 avenues du Président Wilson (uniquement agents du CESE).

## **1.2 CATEGORIES DE SSI**

### **1.2.1 SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (« SSI »)**

Le bâtiment est équipé d'un système de sécurité incendie de catégorie A, surveillé par le PC sécurité situé en RDC bas au 1 avenue d'Iéna.

Des installations de détection automatique d'incendie couvrent l'ensemble du bâtiment :

- HYPOSTYLE (détection optique linéaire) ;
- Hémicycle (détection par aspiration de type VESDA) ;
- Quai de livraison et ateliers (détection thermo vélocimétrique) ;
- Autres locaux (détection optique).

## **1.3 EFFECTIF AU GLOBAL**

L'effectif maximum de l'établissement est de 1418 personnes au titre du public :

- 950 personnes au titre du public dans la salle hypostyle ;
- 120 personnes dans la salle Ventejol ;
- 250 personnes dans la salle des pas perdus ;
- 418 personnes au titre du public dans l'hémicycle ;
- 180 personnes en terrasse de l'aile Albert de Mun.

150 personnes au titre du personnel dans des locaux indépendants.

**L'effectif reçu simultanément dans toutes les espaces recevant du public ne peut dépasser les 1500 personnes au total.**

### **1.3.1 PUBLIC ADMISSIBLE DANS LE 1<sup>ER</sup> ETAGE**

Les différents espaces disposent de dégagements suffisants pour accueillir du public à raison :

- 1 personne par m<sup>2</sup> pour la salle hypostyle ;
- 1 personne par siège et 1 personne par 0,50 ml assis sur des bancs (tribunes) pour l'hémicycle (418 personnes).

En matière de dégagements, le CESE est conforme à l'arrêté du 25 juin 1980 « *portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)* » et en particulier au §3 de l'article CO 43. Néanmoins les mesures suivantes devront être respectées :

- Que le public, compte tenu de toutes les configurations envisageables d'implantation des aménagements, n'ait jamais plus de 50 m à parcourir pour atteindre l'une des issues s'il a le choix entre 2 sorties ;
- Que le nombre des unités de passage soit respecté en façade (issues de secours).

## **2. LES TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES**

### **2.1 PRINCIPALES RÉGLEMENTATIONS APPLICABLES**

#### **2.1.1 ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE (HORS DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES)**

L'utilisation des locaux du CESE par tout Organisateur peut faire l'objet d'accords particuliers de la part des commissions de sécurité afin de tenir compte du fonctionnement de certains événements. Ces accords particuliers sont à solliciter au cas par cas lors des dépôts de dossiers auprès des instances compétentes en application du règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux Etablissements Recevant du Public.

Le référentiel des dispositions minimum à respecter est défini par les textes réglementaires suivants :

- Dispositions générales :
  - L'arrêté du 25 juin 1980 modifié précité ;
- Dispositions particulières :
  - Type L : salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples (arrêté du 05 février 2007 modifié) ;
  - Type T : salles d'expositions (arrêté du 18 novembre 1987 modifié) ;
  - Type W : administrations / banques / bureaux (arrêté du 21 avril 1983 modifié) ;

Un représentant qualifié de la direction du CESE sera présent pendant les manifestations afin de répondre aux demandes de l'Organisateur.

### **2.2 TEXTES APPLICABLES À L'ORGANISATEUR**

L'Organisateur s'engage envers la direction du CESE, les tiers et l'autorité administrative, à assumer seul l'entière responsabilité de la manifestation qu'il organise, des travaux d'accompagnement nécessaires, ainsi que de l'application des dispositions destinées à assurer la sécurité du public dont la présence est justifiée par la manifestation considérée.

L'Organisateur s'engage en particulier à respecter le Cahier des Charges.

L'Organisateur a l'obligation de prendre toutes dispositions utiles pour que soient respectées les dispositions légales et réglementaires applicables en matière de sécurité, et notamment :

- L'arrêté du 25 juin 1980 modifié précité ;
- Les arrêtés portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique correspondant aux autres activités exercées (restauration, spectacles, etc.) dans les Etablissements Recevant du Public (ERP) ;
- Le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 et l'arrêté du 20 avril 2017 concernant l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements et installations recevant du public ;
- La norme NFC 15-100 concernant les règles d'installations électriques basse tension ; et
- Les dispositions de la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (dite « Loi Evin »).

L'Organisateur reconnaît avoir la pleine responsabilité quant à l'application des règles de sécurité dans le bâtiment, les abords. Il prend toutes dispositions auprès des sociétés, sous-traitants et autres prestataires qu'il emploie, en vue de faire respecter notamment les règles d'hygiène, de sécurité, de conditions de travail, de code de la route, ainsi que la protection des chantiers utilisant des engins élévateurs ou échafaudages.

Les entreprises peuvent travailler en hauteur à partir d'échafaudages ou de plates-formes mobile.

**Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.**

(Article R 4323-63 du Code du Travail).

### 3. LES OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

#### 3.1 USAGES POLYVALENTS « TYPE L »

##### 3.1.1 OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR

Les dossiers de demande d'autorisation afférents à tout évènement, exposition ou autre manifestation doivent être visés par le Responsable de Sécurité du CESE.

Ces dossiers doivent répondre aux exigences réglementaires telles que définies par les dispositions applicables aux établissements du 1er groupe.

L'Organisateur s'engage envers la direction du CESE, les tiers et l'autorité administrative, à assumer seul l'entière responsabilité de l'évènement, l'exposition ou autre manifestation qu'il organise, des travaux d'accompagnement nécessaires, ainsi que de l'application des dispositions destinées à assurer la sécurité du public dont la présence est justifiée par l'évènement, l'exposition ou la manifestation considéré.

##### 3.1.1.1 P.G.C.SPS et PPSPS

L'Organisateur, en tant que maître d'ouvrage d'un « chantier temporaire et itinérant », clos et indépendant, installé à l'intérieur du site en exploitation, doit gérer les risques générés par ses sous-traitants et confie cette mission à un coordonnateur de sécurité et protection de la santé (ci-après dénommé « **C.SPS** ») qui doit rédiger un plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (ci-après dénommé « **P.G.C.SPS** »).



Ce P.G.C.SPS, qui reprend les informations du plan de prévention du site en exploitation, doit être mis à jour avec les risques générés par les entreprises extérieures, au fur et à mesure de leur arrivée sur le site, après avoir analysé leur plan de prévention en matière de sécurité et protection de la santé (ci-après dénommé « **PPSPS** »), remis au Responsable de Sécurité à l'issue de leur visite d'inspection commune effectuée avant le montage de l'évènement.

#### *3.1.1.2 Etat des lieux d'entrée et de sortie*

Un état d'entrée et un état de sortie des lieux sera systématiquement établi entre l'Organisateur et la direction du CESE.

Une attention toute particulière est à apporter au lieu lors des déchargements et manipulations de malles de rangement et objets lourds.

Protection des sols et du bâtiment (sol, colonnes, marches/contremarches, vitres, murs (etc.).

Tous les passages empruntés doivent être protégés pendant toute la durée du montage.

Toutes les installations additionnelles doivent faire l'objet de protections appropriées.

(Moquette sous les embases, protection au sol pour le matériel lourd et tranchant, polyane pour les offices traiteur et sous les buffets, etc.).



### 3.1.2 CHARGE DE SECURITE EVENEMENTIEL

Sous la responsabilité de l'Organisateur, le chargé de sécurité événementiel a pour mission notamment :

- D'étudier avec l'Organisateur, le dossier d'aménagement général de l'évènement et de participer à la rédaction du dossier de sécurité qui sera soumis à l'avis de l'administration. Ce dossier, très précis quant à l'implantation et l'aménagement des différents espaces, sera cosigné par l'Organisateur et le chargé de sécurité événementiel ;
- De faire appliquer par l'Organisateur les prescriptions formulées par le responsable de sécurité ;
- De contrôler jusqu'à l'ouverture au public l'application des mesures de sécurité incendie ;
- D'informer l'Organisateur, avant l'ouverture au public, des difficultés rencontrées ;
- De s'assurer que les équipements de sécurité de l'établissement ne soient pas neutralisés par les installations de l'évènement en cours ;
- De contrôler avant l'ouverture au public, si nécessaire, la présence et la qualification du personnel du service de sécurité de l'évènement ;
- De rédiger un rapport relatif au respect du Cahier des Charges et des prescriptions émises par l'autorité administrative qui a autorisé la tenue de l'évènement. Ce rapport est transmis avant l'ouverture au public, simultanément à l'Organisateur et à la direction du CESE.

### 3.1.3 AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

L'autorisation d'ouverture au public des événements de « type L » est soumise aux mêmes dispositions d'autorisations administratives que celles des événements de « type T ». En complément des règles générales précitées, les dispositions particulières à respecter pour ce type d'activités sont les suivantes :

- **EFFECTIFS :**
  - En « type L », les effectifs sont déterminés comme suit :
    - Nombre de personnes assises sur des sièges ou des places de banc numérotées ;
    - Nombre de personnes assises sur des bancs non numérotés à raison d'une personne par 0,50 m linéaire ;
    - Nombre de personnes assistant à un spectacle sans disposer de sièges ou de banc, à raison de 3 personnes par m<sup>2</sup> ;
    - Nombre de personnes assistant à un congrès, une convention ou toute autre réunion sans spectacle, à raison d'une personne par m<sup>2</sup>. L'emprise totale de la manifestation doit tenir compte de ce mode de calcul et du nombre de sorties mises à la disposition du public en se référant au tableau joint au liminaire.
- **INSTALLATIONS PARTICULIÈRES**
  - Les installations destinées à créer des effets spéciaux (laser, brouillard, fumées...) doivent être conformes aux notes techniques du ministère de l'intérieur, et à ce titre, satisfaire aux demandes d'autorisation, ainsi qu'aux paragraphes 4.3.5 « générateurs de fumées » et 4.3.6 « lasers » du Cahier des Charges.

### - DÉGAGEMENTS

- Circulations : L'installation de tables, de sièges et de vestiaires doit être réalisée de manière à ménager des chemins de circulation libres en permanence. Ces aménagements sont interdits aux abords des sorties et escaliers (une distance minimum de 4 mètres devra être respectée).
- Rangées de sièges : L'aménagement des rangées de siège doit respecter les dispositions suivantes :
  - Chaque rangée doit comporter seize sièges au maximum entre deux circulations, ou huit entre une circulation et une paroi ;  
De plus, une des dispositions suivantes doit être respectée :
  - Chaque siège est fixé au sol ;
  - Les sièges sont rendus solidaires par rangée, chaque rangée étant fixée au sol ou aux parois à ses extrémités ;
  - Les sièges sont rendus solidaires par rangée, chaque rangée étant reliée de façon rigide aux rangées voisines de manière à former des blocs difficiles à renverser ou à déplacer.

#### – INSTALLATIONS DE PROJECTION

- Seule, l'utilisation d'appareils fonctionnant avec une source de lumière en enceinte étanche (ou autres matériels projecteurs d'images) est permise ;
- Une distance de 1 mètre minimum doit être préservée entre les appareils et les dégagements ou zones accessibles au public ;
- Les écrans de projection doivent être en matériaux M3 et leur bordure en matériaux M1 ; l'ossature doit être incombustible.

#### – ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES SUSPENDUS

- Tous les équipements techniques doivent être fixés par deux systèmes distincts et de conception différente. La rupture d'un élément de fixation ou de suspension ne doit pas entraîner la chute des équipements suspendus.

#### – SONORISATION / ALARME SONORE

- La sonorisation commerciale doit pouvoir être interrompue lorsque l'alarme sonore, déclenchée par le poste central de sécurité incendie est mise en service.

#### – ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ

- Dans le cas où l'éclairage de sécurité est gênant pour une activité particulière, cet éclairage peut être réduit à la seule fonction de balisage (ambiance mise à l'état de veille). Le passage de l'état de veille à l'état de fonctionnement doit être réalisé automatiquement en cas de défaillance de l'éclairage normal ou en cas d'alarme incendie ;
- Lorsque qu'un évènement de « type L » est organisé dans l'hypostyle, la mise en état de veille de l'éclairage d'ambiance ne pourra être réalisée que sous la condition suivante : un technicien équipé d'un émetteur récepteur devra être en permanence situé à proximité des organes de sécurité pendant la présence du public ; il devra sur ordre du PCS être en mesure de remettre dans l'instant la fonction ambiance en service.

#### – DIVERS

- Sur demande de la direction du CESE, le chargé de sécurité, lorsqu'il est mandaté, peut être tenu d'être présent sur la manifestation pendant la présence du public. En outre, il devra fournir au responsable de sécurité les

attestations de bon montage ainsi que les rapports de vérifications techniques effectuées.

### **3.1.4 MOYENS D'EXTINCTION COMPLEMENTAIRES**

Des extincteurs portatifs de types appropriés sont installés aux points névralgiques dans les parties communes du CESE. Les extincteurs supplémentaires sont à la charge de l'Organisateur sous la responsabilité du chargé de sécurité missionné par l'Organisateur.

## **3.2 MODE OPÉRATOIRE ET CONTRÔLES TECHNIQUES**

### **3.2.1 CONTROLE DES INSTALLATIONS**

Conformément à l'article L 57 de l'arrêté du 25 juin 1980, les contrôles des systèmes de fixation non répétitifs et des installations techniques (ponts lumière, structures, portiques) doivent être contrôlés suivant le type d'installation, par un organisme agréé par le ministre en charge de la construction (articles A1 et D de la nomenclature), ou par un organisme accrédité pour le contrôle de la conception des ensembles démontables et ce, par analogie quel que soit l'activité de l'évènement, lorsque les ensembles démontables sont de catégories OP2 (+ de 300p ou > à 500 m<sup>2</sup>), OP3 et OS3.

Les ensembles démontables de catégorie OP2 et OS2 sont vérifiés par un technicien compétent.

Pour les autres installations (OP1 et OS1), seule une attestation de bon montage établie par le monteur sera suffisante (voir annexe 4 – documents techniques).

### **3.2.2 CATEGORISATION DES ENSEMBLES DEMONTABLES**

#### ***Ossatures destinées à supporter des personnes (OP)***

Les ossatures destinées à supporter des personnes sont classées en catégories en fonction de la hauteur de chute.

**Catégorie OP1 :**

- tribunes, scènes, plateformes, escaliers et rampes dont la hauteur de chute est inférieure à 1,20 mètre, calage compris;
- passerelles d'une portée maximale de 3 mètres dont la hauteur de chute est inférieure à 1,20 mètre, calage compris.

**Catégorie OP2 :**

- tribunes, tours, escaliers et rampes dont la hauteur de chute est égale ou supérieure à 1,20 mètre et inférieure à 3,50 mètres, calage compris;
- scènes et plateformes dont la hauteur de chute est égale ou supérieure à 1,20 mètre et inférieure à 2 mètres, calage compris;
- passerelles d'une portée maximale de 3 mètres dont la hauteur de chute est égale ou supérieure à 1,20 mètre et inférieure à 3,50 mètres calage compris. § 1.3.

**Catégorie OP3 :**

- tribunes, tours, escaliers et rampes dont la hauteur de chute est égale ou supérieure à 3,50 mètres calage compris;
- scènes et plateformes dont la hauteur de chute est égale ou supérieure à 2 mètres, calage compris;
- passerelles d'une portée supérieure à 3 mètres, ou dont la hauteur de chute est égale ou supérieure à 3,50 mètres, calage compris. § 2.

**Ossatures d'équipements scéniques (OS)**

Les ossatures d'équipements scéniques sont classées en catégories selon le risque qu'elles représentent pour les personnes en cas de renversement ou d'effondrement, déterminé en fonction du point le plus haut d'implantation de l'ossature. Il s'agit notamment des couvertures de scène, des portiques, des totems, des grils techniques, des poutres, des tours de levage, des structures supportant les matériels de son, d'éclairage et de vidéo et les décors. Elles n'ont pas vocation à accueillir des personnes, sauf dans les phases de montage, de démontage, de réglage et de maintenance. Les hauteurs définies dans les catégories d'ossatures d'équipements scéniques sont mesurées à partir de la surface d'appui.

**Catégorie OS1 :**

Toutes les ossatures d'équipements scéniques dont le point le plus haut est inférieur à 3,50 mètres, calage compris.

**Catégorie OS2 :**

Toutes les ossatures d'équipements scéniques dont le point le plus haut est égal ou supérieur à 3,50 mètres et inférieur à 6,20 mètres, calage compris.

**Catégorie OS3 :**

Toutes les ossatures d'équipements scéniques dont le point le plus haut est égal ou supérieur à 6,20 mètres, calage compris.

Les dispositions du Cahier des Charges s'appliquent à tous les occupants ou Organisateurs au sein du site du CESE. Tous les occupants du CESE et les Organisateurs doivent laisser libre accès au chef d'établissement ou ses représentants, au responsable de sécurité, chef de service sécurité et leurs équipes, lesquels ont notamment pour mission de veiller au respect desdites dispositions.

## 4. CARACTERISTIQUES DES ESPACES

### 4.1 CHARGES ADMISSIBLES

#### 4.1.1 CONTRAINTES LIEES A TOUS TYPES D'EVENEMENTS – LIMITATION DES SURCHARGES

L'Organisateur a obligation de respecter, lors de ses implantations de ses aménagements et de faire respecter par ses sous-traitants ou autres prestataires les limites des surcharges indiquées ci-après :

- Terrasses aile Albert-de-Mun : **350 kg / m<sup>2</sup>**
- Salle hypostyle : **400 kg / m<sup>2</sup>**
- Salle des pas perdus : **400 kg / m<sup>2</sup>**
- Salle Ventejol : **400 kg / m<sup>2</sup>**
- Circulation PC au RDC bas : **400 kg / m<sup>2</sup>**

#### 4.1.2 CHARGES PONCTUELLES

Lors des évènements, des charges globalement admissibles peuvent se trouver reportées sur des surfaces réduites. Le poinçonnement ainsi provoqué peut dégrader gravement les sols quelle que soit leur nature. L'Organisateur a l'obligation de veiller à ce que les charges soient convenablement réparties en faisant interposer, par le manutentionnaire, des surfaces planes et rigides sur le parcours des engins de levage.

L'Organisateur a l'obligation d'interdire tout élément suspendu et toute signalisation fixée sur les gaines des fluides, les conduits de ventilation et de désenfumage et d'une manière générale sur tout appareil ou conduit existant.

#### 4.1.3 FIXATIONS DIVERSES SUR STRUCTURES EXISTANTES

Les dispositions suivantes doivent être respectées :

- Obligation d'utiliser :
  - Des élingues ;
  - Des serre-câbles ; et/ou
  - Des câbles sous fourreaux.
- Obligation de présenter un plan de levage, validé, en cas d'utilisation simultanée de plusieurs palans.
- Obligation de respecter le principe d'une double sécurité par ensemble suspendu (prise en compte de la rupture d'un des éléments de suspension par les autres suspentes). La rupture d'un élément de fixation ou de suspension ne doit pas entraîner la chute des équipements suspendus.

### 4.2 UTILISATION DES ESPACES

#### 4.2.1 REGLES GENERIQUES D'AMENAGEMENT

##### 4.2.1.1 Salle hypostyle

Le bâtiment se caractérise par la présence d'une salle hypostyle de grandes dimensions, de forme rectangulaire.

Ce volume, qui se développe du 1<sup>er</sup> étage au R+3 dispose de 18 colonnes espacées entre elles de 5,50 mètres. Cette salle peut recevoir des activités de types T et L (des expositions, des défilés, des cocktails dinatoires, des forums, etc.) pour un maximum de 950 personnes.

Informations détaillées :

- Hauteur sol – poutre plafond en béton : 6,6 m
- Hauteur sol - plafond en bois : 7,15 m
- Hauteur sol – anneau/crochet : 6,10 m
- Longueur exploitable de la salle : 48 m ou 42 en gardant les salons PAULIN
- Largeur de la salle : 17,40 m

**Pour rappel, la hauteur constructible maximum est de 6 m (linéaires détection incendie).**

#### *4.2.1.2 Salle des pas perdus*

Dans la continuité de la salle hypostyle devant l'entrée de l'hémicycle, la salle des pas perdus d'une surface de 280 m<sup>2</sup> est dédiée aux cocktails, aux expositions et réunions « debout » pour les retransmissions. Les aménagements y sont restreints compte-tenu de l'accès à l'hémicycle et au grand escalier monumental. Elle peut recevoir un maximum de 250 personnes.

#### *4.2.1.3 La salle Ventejol*

D'une superficie de 150 m<sup>2</sup>, elle peut recevoir un maximum de 120 personnes, mais peut s'ouvrir en continuité (par l'intermédiaire de panneaux pivotants de la salle des pas perdus) et de la salle hypostyle. Elle est aménageable sur mesure et adaptable en fonction de l'évènement.

### **4.2.2 AIRES DE STOCKAGE**

Il est interdit de stocker des matières inflammables et dangereuses (explosives, toxiques...) au CESE, et notamment dans les dégagements ainsi qu'aux abords immédiat du site.

L'utilisation dans le site de surfaces destinées au stockage des emballages vides ne peut être autorisée sans demande présentée à la direction du CESE.

### **4.2.3 INTERDICTIONS DANS TOUS LES ESPACES**

Sont interdits au CESE :

- La distribution d'échantillons ou de produits contenant un gaz inflammable ;
- Les ballons gonflés avec un gaz inflammable ou toxique ;
- Les articles en celluloïd ;
- La présence d'artifices pyrotechniques ou d'explosifs ;
- La présence d'oxyde d'éthyle, de sulfure de carbone, d'éther sulfurique et d'acétone (produits extrêmement inflammables).

#### 4.2.4 CLASSEMENT AU FEU DES MATERIAUX

Règle d'équivalence entre les procès-verbaux français et les euroclasses

CLASSES SELON NF EN 13501-1 (HORS SOL)			AM
A1		-	INCOMBUSTIBLE
A2	S1	D0	M0
A2	S1	D1	M1
A2	S2 S3	D0 D1	
B	S1 S2 S3	D0 D1	
C	S1 S2 S3	D0 D1	M2
D	S1 S2 S3	D0 D1	M3 M4 NON GOUTANT
E	E-D2 A F	-	M4
BFI	S1 S2		M4

#### 4.2.5 GENERATEURS DE FUMÉES

L'emploi de générateurs de fumées dans la salle hypostyle est autorisé sous réserve du respect de l'instruction technique relative à l'utilisation d'installations particulières et des dispositions suivantes :

- L'utilisation du générateur ne devra pas provoquer le déclenchement intempestif du système de détection automatique d'incendie (détection linéaire) ;
- L'appareil devra être hors de portée du public ;
- Lors de l'utilisation du générateur, au moins deux foyers lumineux de l'éclairage de sécurité devront rester visibles en permanence ;
- Seuls les produits pour lesquels l'appareil a été conçu pourront être utilisés ; aucun adjuvant ne devra être rajouté au produit normalement utilisé ;
- En aucun cas, des produits inflammables ne devront être utilisés pour le nettoyage des appareils ;
- Le remplissage du générateur de fumées devra être effectué en dehors de la présence du public ;
- L'Organisateur utilisant le générateur devra transmettre à l'autorité administrative l'attestation de conformité à la NIT n° 251 de l'appareil, accompagnée d'une note technique descriptive de l'appareil au moins 60 jours avant le début de l'évènement.

Dans tous les cas, avant l'emploi de ce type de matériel, l'Organisateur devra informer le responsable de sécurité des conditions d'utilisation (horaire, lieu, durée).



#### 4.2.6 LASERS

L'emploi des lasers de classe 3 et 4 est interdit, les lasers de classe I et classe II peuvent être autorisés après avis du responsable de sécurité, ce dans les conditions de la norme EN 60825 et sous réserve du respect des dispositions suivantes :

- Le public ne doit en aucun cas être soumis au faisceau direct ou réfléchi du laser ;
- L'appareil et ses équipements annexes doivent être solidement fixés à des éléments stables ;
- L'environnement de l'appareil et de l'espace balayé par le faisceau ne doit pas comporter d'éléments réfléchissants aux longueurs d'ondes considérées ;
- Le boîtier contenant le laser et son dispositif de déviation optique éventuel doit être de classe I ou classe II (conformément à la norme NF C 20.030) ;
- Avant sa mise en œuvre, toute installation doit faire l'objet d'une demande d'autorisation adressée à l'autorité compétente (Services instructeurs de la préfecture de Paris) au moins 30 jours avant le début de l'évènement accompagnée :
  - D'une note technique accompagnée du plan de l'installation ;
  - D'un document établi et signé par l'installateur, certifiant la conformité aux présentes dispositions. De plus, les horaires d'utilisation seront communiqués au service de sécurité compte tenu des risques de déclenchement intempestif des asservissements à l'installation de détection optique linéaire à absorption.

### 5. DESCRIPTION DES MOYENS DE SECURITE INCENDIE DU SITE

#### 5.1 COMPOSITION DU SERVICE DE SÉCURITÉ ET ÉQUIPEMENTS DE SÉCURITÉ

##### 5.1.1 ORGANISATION DE LA SECURITE

###### 5.1.1.1 Service de sécurité

Le service de sécurité incendie du CESE est composé d'un agents (1 SSIAP 3 et 2 SSIAP 2) du lundi au vendredi en fonction de la présence du public.

Outre les missions d'intervention et de levée de doute, le service de sécurité est chargé de l'organisation générale de la sécurité dans l'établissement, il a notamment en charge :

- D'assurer la vacuité et la permanence des cheminements d'évacuation jusqu'à la voie publique ;
- D'assurer l'accès à tous les locaux communs ou recevant du public aux membres de la commission de sécurité lors des visites de sécurité ;
- D'organiser des rondes pour prévenir et détecter les risques d'incendie, y compris dans les locaux non occupés ;
- De faire appliquer les consignes en cas d'incendie ;
- De diriger les secours en attendant l'arrivée des sapeurs-pompiers, puis se mettre à la disposition du chef de détachement d'intervention des sapeurs-pompiers ;
- De veiller au bon fonctionnement de tout le matériel de protection incendie, de signaler tous les dysfonctionnements, anomalies ou indisponibilités.

###### 5.1.1.2 Service de sûreté

Le service de sûreté du CESE est mis en place au niveau de l'entrée principale au 9 place d'Iéna du lundi au vendredi de 8h00 à 20h00. Il est composé de 2 agents de filtrage niveau 2 appartenant à une société prestataire.

En fonction de l'importance de l'évènement, l'Organisateur devra commander des agents supplémentaires afin de sécuriser la périphérie du site. Il est précisé que la sûreté actuelle est réalisée par la société ONET.

#### *5.1.1.3 Poste central de sécurité incendie (PCSI)*

Le PCSI est situé en RDC bas du bâtiment. Toutes les alarmes incendie y sont ramenées :

- Détection ;
- Alarme.

## **5.2 ACCÈS DES SAPEURS-POMPIERS**

### **5.2.1 ACCESSIBILITE DU SITE**

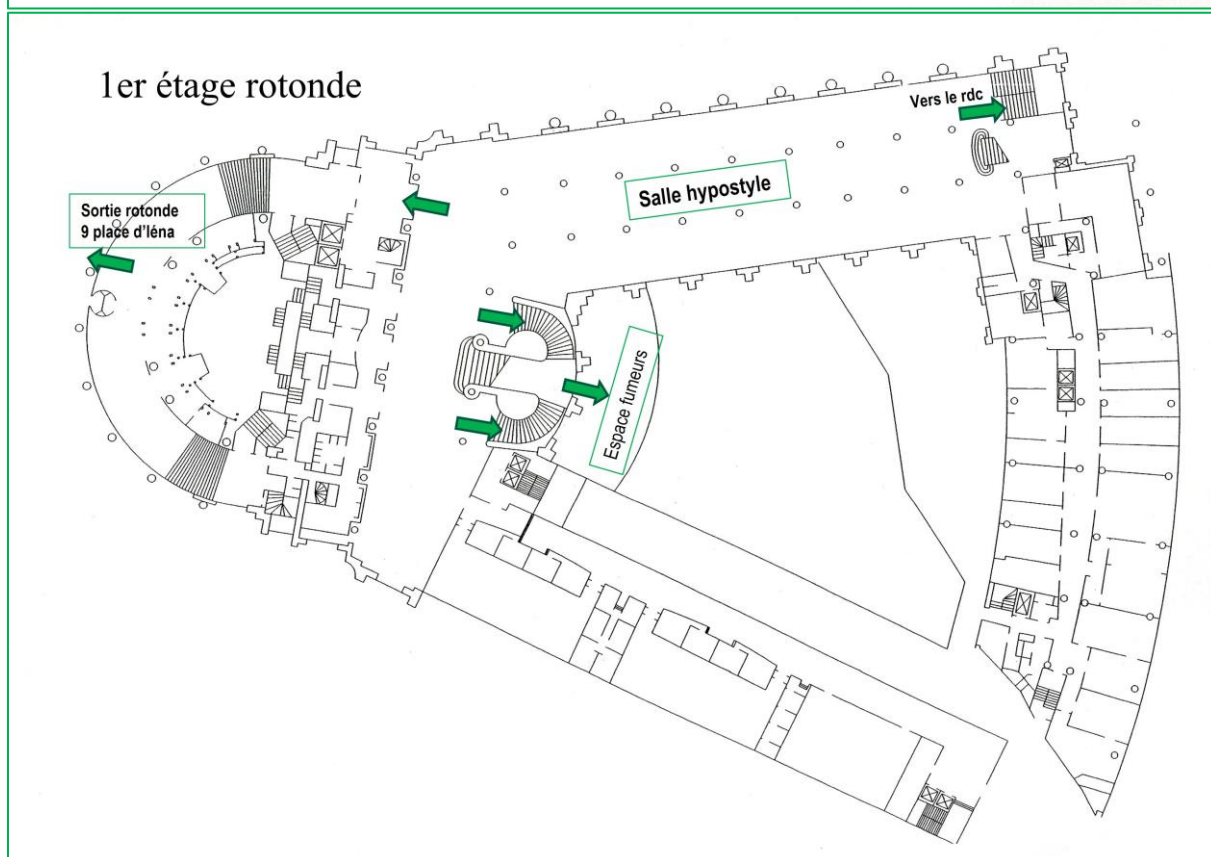
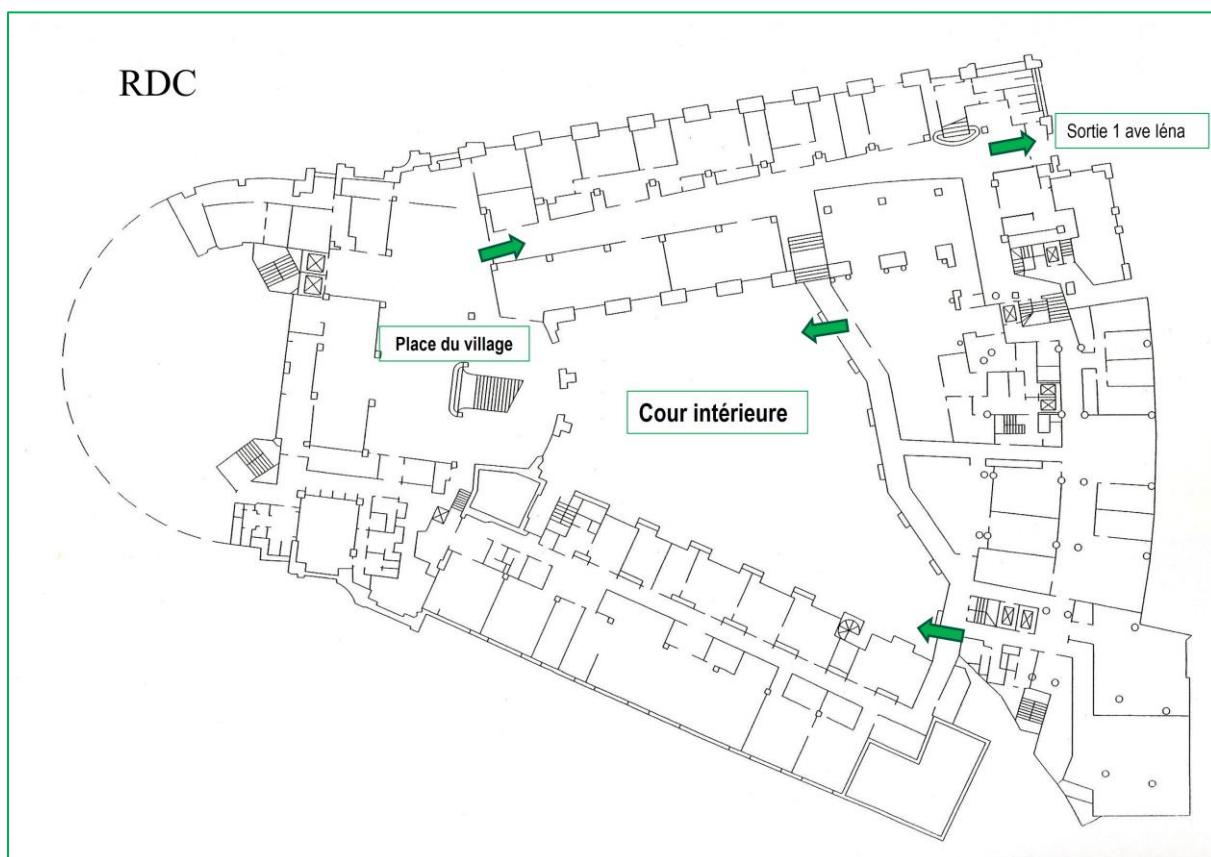
Les secours extérieurs peuvent accéder au CESE par deux accès principaux et un accès secondaire :

- Le **9 place d'Iéna** : accès rotonde, salle Hypostyle, Hémicycle, superstructure (N+3) et RDC bas (place du village) ;
- Le **1 avenue d'Iéna** (via la voie pompier) : accès au parc de stationnement, PC sécurité, les bureaux de l'aile Wilson et l'aile Albert de Mun (restaurants du 3<sup>ème</sup> étage – Eiffel et Trocadéro).
- Une zone de stationnement avenue Albert de Mun pour une intervention en terrasse.

## ANNEXE 1 : PLAN DE MASSE



## ANNEXE 2 : PLAN DU SITE (DEGAGEMENTS)





### ANNEXE 3 : UTILISATION DES ESPACES

Le CESE possède plusieurs espaces pour accueillir ses visiteurs (public et public accompagné) :

- La salle hypostyle ;
- La salle des pas perdus ;
- La salle Ventejol ;
- Palier du 2<sup>ème</sup> étage, salle 225 et 229 (sur demande et non pris en compte en tant qu'ERP – public accompagné) ;
- Salle 301 (réunion en interne et public accompagné) ;
- La terrasse Albert de Mun.

En fonction du nombre de participants, certains espaces sont à privilégier et certaines mesures particulières sont à mettre en œuvre.

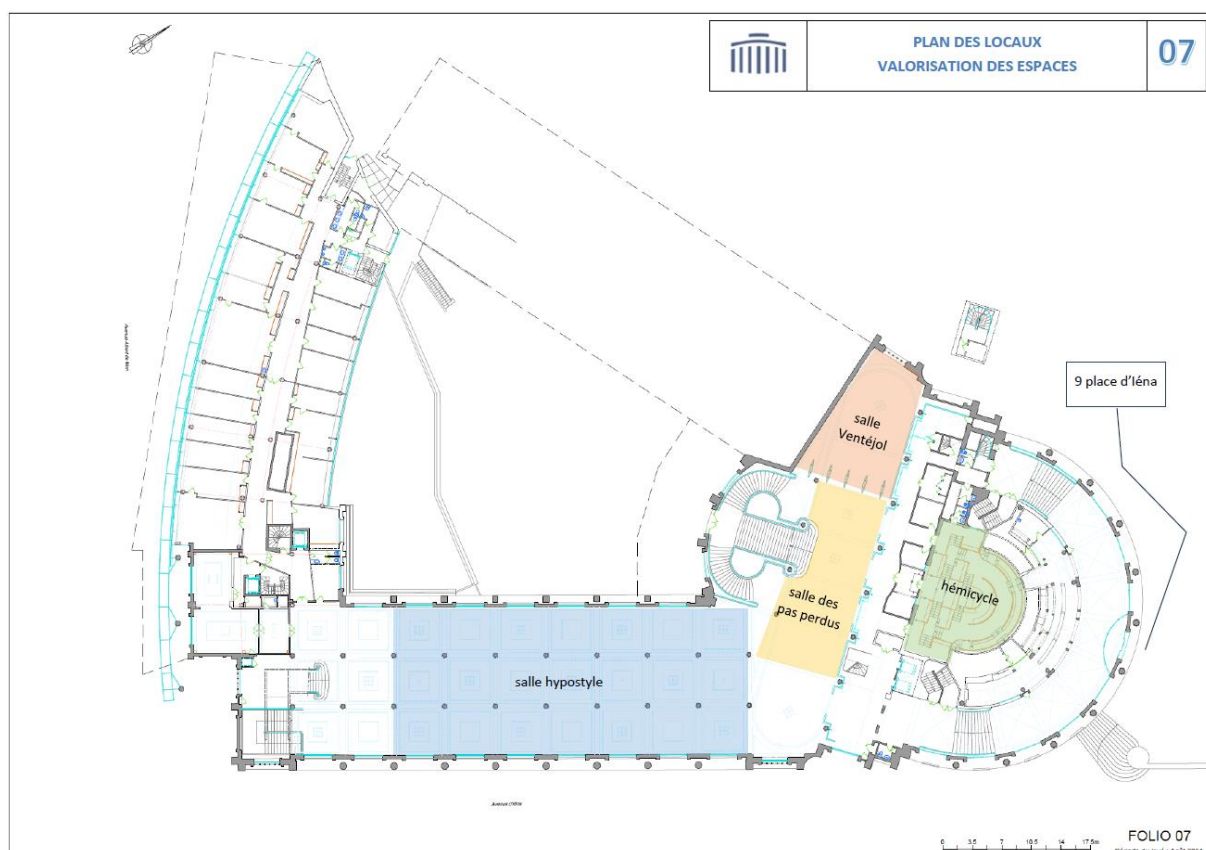
#### Capacité d'accueil :

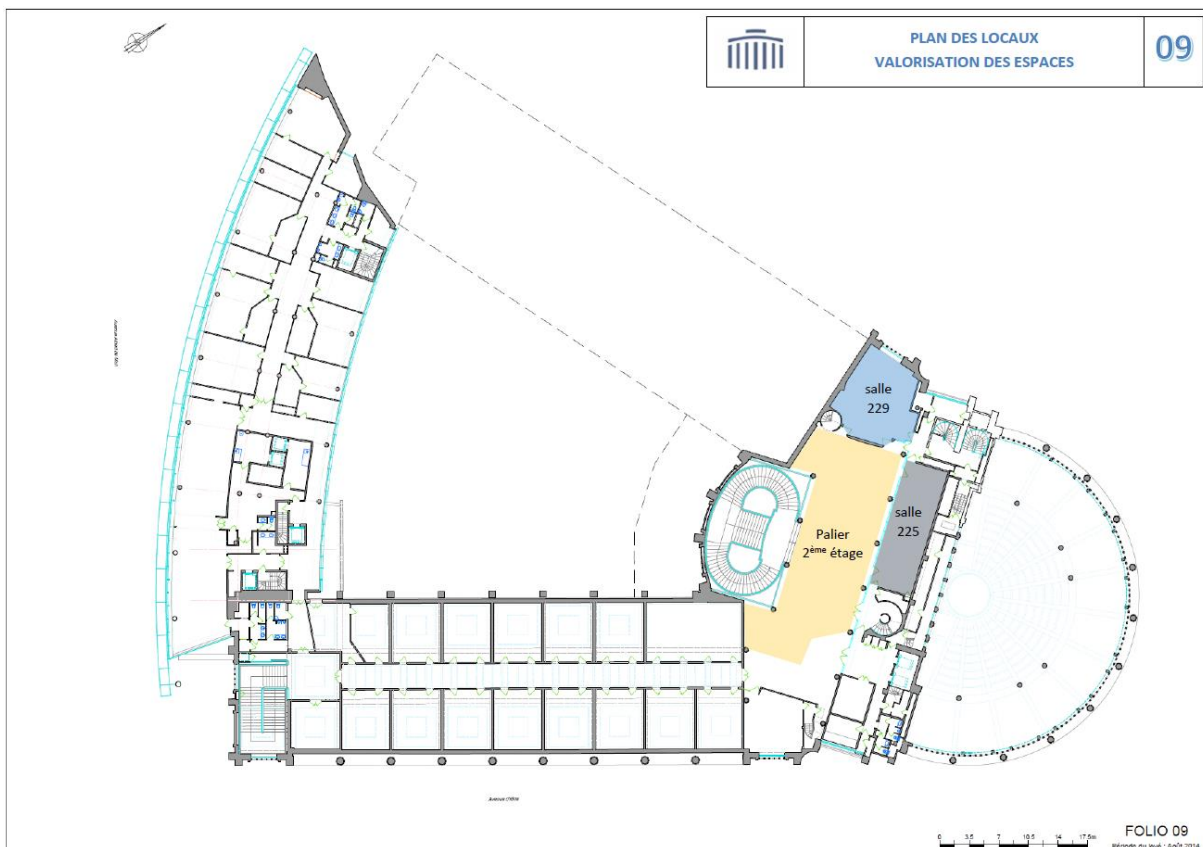
ESPACES	EFFECTIF MAXIMUM	OBSERVATIONS
SALLE HYPOSTYLE	950 p	Plusieurs configurations possibles
SALLE DES PAS PERDUS	250 p	Modulable
SALLES VENTEJOL	120 p	Modulable
HÉMICYCLE	418 p	10 places pour les PMR
LA TERRASSE	180 p	Fermeture à 22h00. Ouverte du 1 <sup>er</sup> avril au 31 octobre

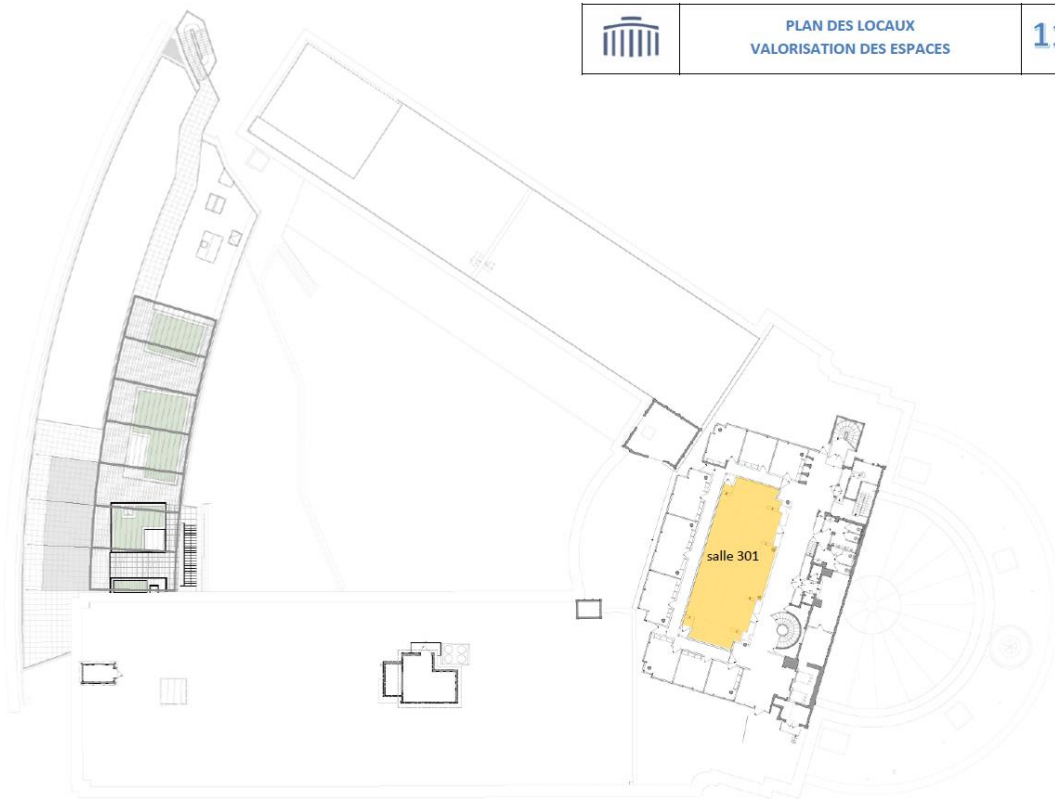
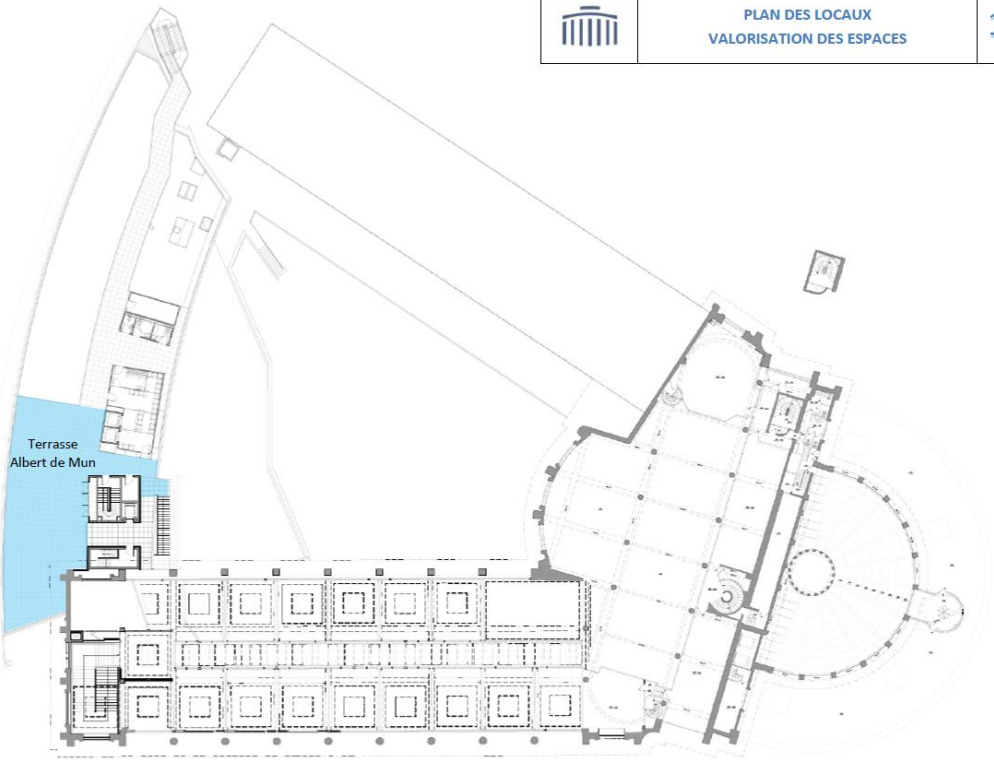
#### Rappel :

Attention de ne jamais dépasser la jauge de **1500 personnes** reçues au titre du public.

#### **Valorisation des espaces**









## ANNEXE 4 : DOCUMENTATIONS TECHNIQUES

### Le tableau des charges d'exploitation

Charges Actions élémentaires (1)		Ensembles démontables accessibles au public				Ensembles démontables non accessibles au public	
		Passerelles et plateformes inférieures ou égales à 500m <sup>2</sup> Tribunes	Passerelles et plateformes supérieures à 500 m <sup>2</sup>	Escaliers		Scènes podiums	Espaces techniques (15)
				Escaliers des passerelles et des plateformes supérieures à 500 m <sup>2</sup>	Autres escaliers (12)		
Ossature et plancher (2) (3)	Charge verticale	5 kN/m <sup>2</sup>	5 kN/m <sup>2</sup>	5 kN/m <sup>2</sup>	5 kN/m <sup>2</sup>	5 kN/m <sup>2</sup> (5)	2 kN/m <sup>2</sup> (5)
	Charge horizontale (13) (Dynamique)	6%	10%	6%	6%	6%	6%
	Charge verticale (14) (Dynamique)		1,3	1,3			
	Charge concentrée (Sur S = 0,50 x 0,50 m)		4,5 kN	3 kN (6)	3 kN (6)	4,5 kN	
	Charge ponctuelle (Sur S = 0,20 x 0,20 m)	1 kN (7)		1 kN (8)	1 kN (8)		1,5 kN
Garde-corps (2) (4)	Charge horizontale (9) (Vers l'extérieur)	1,7 kN/m	1,7 kN/m	1 kN/m	1 kN/m	1 kN/m	0,3 kN/m
	Charge surfacique sur panneau plein	2 kN/m <sup>2</sup>	2 kN/m <sup>2</sup>	2 kN/m <sup>2</sup>	2 kN/m <sup>2</sup>		
	Charge horizontale (10) (Vers l'intérieur)	0,4 kN/m	0,4 kN/m	0,4 kN/m	0,4 kN/m	0,4 kN/m	
	Charge verticale (11) (Vers le bas)	1 kN	1 kN	1 kN	1 kN	1 kN	
<p>(1) Il est généralement admis que, dans de nombreux cas, les charges concentrées données dans l'EN 1991-1-1 ne s'appliquent pas nécessairement aux tribunes démontables.</p> <p>(2) La flexibilité de la structure doit être limitée de manière à ce que le rapport de la flèche sur la portée n'excède pas 1/200 sous l'effet des charges d'exploitation.</p> <p>(3) Les charges réparties, concentrées et ponctuelles ne se cumulent pas.</p> <p>(4) Les charges horizontales et verticales ne se cumulent pas. Les charges horizontales et surfaciques des garde-corps ne se cumulent pas.</p> <p>(5) En cas de chargement particulier, il convient d'adapter la charge de calcul.</p> <p>(6) Cette charge s'applique sur les paliers.</p> <p>(7) Cette charge s'applique espacée de 0,5 m.</p> <p>(8) Cette charge s'applique sur les marches sur la base d'une charge par unité de passage (UP) avec au moins 2 applications.</p> <p>(9) Cette charge est appliquée au niveau de la lisse supérieure avec une hauteur d'application maximale de 1,2 m. Cette hauteur maximale d'application est identique pour les garde-corps dont la hauteur totale est supérieure à 1,2 m.</p> <p>(10) Cette charge s'applique sur la travée. En outre, il n'y a pas de sollicitation symétrique du garde-corps.</p> <p>(11) Cette charge s'applique sur 2 points par travée (2 x 0,5 kN), centrée et espacée de 0,3 m.</p> <p>(12) L'escalier comprend l'ossature et les volées. Les escaliers non accessibles au public répondent aux exigences du code du travail.</p> <p>(13) Cette charge est une charge statique équivalente aux charges dynamiques horizontales liées aux mouvements de foule. Cette charge est un pourcentage de la charge statique verticale.</p> <p>(14) Cette charge est une charge statique équivalente aux charges dynamiques verticales liées aux mouvements de foule prévisibles. Cette majoration s'applique :  - en absence de justification par un calcul spécifique ;  - à l'ensemble démontable disposant d'une plateforme publique de plus de 500 m<sup>2</sup>. L'ossature porteuse d'une portée libre supérieure à 10 m fait l'objet d'une étude dynamique.</p> <p>(15) Les espaces techniques sont des régies, des tours régie, des tours caméra, des tours poursuite, etc.</p>							

*Tableau des vérifications*

	OP1	OP2 < 300 pers ou < 500 m²	OP2	OP3	OS1	OS2	OS3
Contrôle conception (art. 37)	Attestation du fabricant	CT (1) ou OA (2)	CT (1) ou OA (2)	CT (1) ou OA (2)	Attestation du fabricant	CT (1) ou OA (2)	CT (1) ou OA (2)
Vérification montage (art. 38)	Attestation de bon montage	TC (4)	OA (3)	OA (3)	Attestation de bon montage	TC (4)	OA (3)
Inspection en exploitation (art. 40 §1)	TC (4)	TC (4)	TC (4)	TC (4)	TC (4)	TC (4)	TC (4)
Réparation ou modification en exploitation (art. 40 §2)	Attestation du fabricant	CT (1) ou OA (2)	CT (1) ou OA (2)	CT (1) ou OA (2)	Attestation du fabricant	CT (1) ou OA (2)	CT (1) ou OA (2)
Inspection annuelle (art. 40 §3)	TC (4)	TC (4)	OA (3)	OA (3)	TC (4)	TC (4)	OA (3)

CT = Contrôleur Technique

OA = Organisme Agréé

## ÉVÉNEMENT

Nom :

Adresse :

Dates :

## ENTREPRISE EN CHARGE DE L'INSTALLATION

Nom :

Adresse :

Courriel :

Téléphone :

Nom et prénom du responsable du montage :

Téléphone :

Fonction dans l'entreprise :

## CARACTÉRISTIQUES DE L'ENSEMBLE DÉMONTABLE

Fabriqué par :

Descriptif sommaire :

Documents et plans utilisés pour l'installation :

Références, dates, indices, etc. :

## LIAISON AU SOL (1) :

- ancrage ;
- haubanage ;
- lestage ;
- autoporté.

## VITESSE DE VENT RETENUE (km/h) :

## SÉCURISATION DES ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES SUSPENDUS (1) :

- réalisée conformément aux dispositions de l'article 26<sup>(\*)</sup> ;
- sans objet ;
- autre à préciser: **Je, soussigné, (Nom, prénom et fonction)**
- certifie avoir monté le/les (1) ensemble(s) démontable(s) conformément :
- aux pièces graphiques ;
- à la notice technique et aux plans du fabricant (1) ;
- à la conclusion de la note de calcul (1) ;
- à l'avis sur modèle type ou sur dossier technique (1) ;
- à l'arrêté fixant les règles de sécurité et les dispositions techniques applicables aux structures provisoires et démontables.

Fait à :

Le :

En deux exemplaires originaux

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles.

\* Arrêté du 25 juillet 2022 fixant les règles de sécurité et les dispositions techniques applicables aux structures provisoires et démontables